



© Tristan Parry / AVSF

## Des élevages paysans aux NordS comme aux Suds !

Une réponse adaptée pour nos sociétés  
et notre environnement

**D**epuis plus de 40 ans, AVSF soutient des communautés et organisations paysannes pour lesquelles l'élevage reste partout fondamental, quand il n'est pas central dans leur mode de vie comme cela est le cas des populations pastorales et transhumantes du Sahel, de Mongolie ou des Andes. Les débats qui ont surgi sur l'élevage ces dix dernières années, en particulier en France et dans les pays industrialisés, sont nombreux et font l'objet de controverses relatives à l'impact de l'élevage sur le climat, aux conditions d'élevage relatives au respect du « bien-être animal », à la consommation de viande au regard de l'impact de l'élevage tant sur les ressources naturelles que sur la santé humaine. Et les attentes sociétales sont

fortes, notamment en Europe, suite à la très forte médiatisation de scandales alimentaires, de la dénonciation d'élevages ne respectant aucune pratique de bientraitance animale ou de la remise en cause du principe même de l'élevage.

Parce qu'AVSF agit principalement dans des pays du Sud mais est une ONG du Nord soutenue par de nombreux adhérents et donateurs en France, face à ces questionnements et controverses, l'association a souhaité réaffirmer son positionnement sur l'élevage tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud et sur les types d'élevage qu'elle promeut et défend dans ses actions au Sud et dans son plaidoyer.



# 1. L'élevage, objet de nombreuses critiques ...

**Depuis quelques années, l'élevage notamment dans les pays du Nord mais également dans certains pays du Sud, fait l'objet de nombreux questionnement et critiques, voire d'attaques parfois virulentes.**

Celles-ci concernent particulièrement :

→ **Son impact environnemental** : les filières d'élevage, sont souvent pointées du doigt pour leur contribution aux phénomènes de changements climatiques de la planète par l'émission de gaz à effet de serre et les changements d'usage des terres (déforestation en particulier), de même que sur la pollution des eaux générée par les effluents d'élevage, la dégradation des ressources par leur utilisation intensive (eau, terres, énergie), ou encore l'utilisation d'OGM dans l'alimentation animale (maïs ou soja transformés) ou la production d'animaux transgéniques (saumons par exemple).

→ **Son impact sur la santé** : la consommation de viande en quantité excessive dans les pays du Nord est à l'origine de maladies nutritionnelles ; elle est soupçonnée d'être à l'origine de problèmes cardiovasculaires liés à l'excès de cholestérol, voire cancéreux avec des conclusions scientifiques encore controversées sur la corrélation entre consommation de viande et cancer du côlon notamment. C'est le principal aliment qui fasse l'objet d'attaques aussi précises et pour lequel une modification aurait un impact majeur sur l'ensemble du secteur agricole, y compris donc sur la production végétale, notamment céréalière. La consommation de lait (spécifiquement de vache) est également mise en cause : bien qu'il reste la meilleure source de calcium de notre alimentation, le lait est source pour certains, d'intolérance au lactose et comme la viande, fait parfois l'objet de critiques, non scientifiquement étayées, dans l'émergence de certains cancers.

L'élevage est par ailleurs pointé du doigt pour le risque qu'il présente dans les phénomènes d'antibiorésistance. Les différentes crises sanitaires (ESB, grippe aviaire, salmonelles) détériorent enfin la confiance envers la sécurité sanitaire des élevages et des aliments. D'où l'appel souvent relayé de diminuer raisonnablement le plus souvent, mais pour certains drastiquement, la consommation de viande dans notre alimentation.

→ **Les risques zoonotiques induits**, directs ou indirects par la déforestation que l'élevage provoque dans les pays tropicaux, et sa contribution à l'émergence de nouvelles maladies. La déforestation est souvent évoquée comme conséquence de l'élevage : c'est notamment le cas au Brésil souvent cité en exemple emblématique, en raison de l'extension des terres de pâturage dans des zones forestières due au déplacement des éleveurs expulsés de leur zone traditionnelle d'élevage par l'expansion des cultures de soja, boostées par une demande mondiale en forte expansion. Mais de nombreuses autres causes sont associées dans ce processus, par exemple, les palmiers à huile en Indonésie, les plantations de cacao en Côte d'Ivoire...

→ **Les conditions de vie des animaux et l'éthique de l'élevage** : les conditions d'élevage sont mises en cause et questionnées par la société, préoccupée par le « bien-être » (nous préférons parler de « bientraitance » qui répond à la maltraitance) et le confort des animaux (accès à l'extérieur, liberté de mouvements, lumière, densité) et s'opposant à certaines pratiques (écornage, coupe de queue, séparation du veau et de la mère, gavage, etc.). Le fait que le devenir final des animaux d'élevage soit la consommation est considéré par certains comme signe de maltraitance animale. D'autres estiment encore plus radicalement que l'homme n'a pas à exploiter les animaux, ni pour leur viande, ni même pour leurs produits dérivés.

Et in fine, dans certains pays notamment d'Europe, les évocations positives des apports de l'élevage aux sociétés humaines et à la planète, deviennent rares dans les commentaires médiatiques, si ce n'est dans des occasions particulières, pour parler par exemple des produits de terroir.



© Frédéric Apollin / AVSF

## 2. Les élevages rendent pourtant de multiples fonctions essentielles à notre environnement et nos sociétés

Les élevages du monde entier, des pays du Nord comme du Sud, aussi différents soient-ils, sont caractérisés par plusieurs fonctions qu'il convient de souligner et qui sont indispensables à nos sociétés et à notre planète.

**L'élevage assure notamment des fonctions socio-économiques majeures pour nombre de paysans et leurs familles, à travers le monde : il procure des revenus à 600 millions de personnes, soit 1/10ème de l'humanité !** Il est en particulier un mode de vie et une absolue nécessité pour les populations pastorales pour lesquelles il est souvent la seule activité possible en raison du milieu dans lequel vivent ces communautés, et la seule source de revenus monétaires sans laquelle ces populations ne peuvent avoir accès à certains biens et services : payer la scolarité des enfants, financer les soins médicaux, acheter des céréales pour survivre, etc. Et cela est également le cas dans les systèmes agricoles sédentaires en polyculture-élevage qui reposent sur une production vivrière : l'élevage y joue un rôle essentiel pour traverser la période de « soudure » alimentaire et boucler un cycle agricole annuel, qu'il faille ou non, selon les années, déstocker en vendant des animaux. C'est une assurance !

**L'élevage permet de valoriser des espaces qui ne pourraient pas l'être par l'agriculture**, et donc d'y faire vivre des peuples depuis des millénaires, en particulier par le pastoralisme, par exemple : les élevages de montagne, des zones humides, trop sèches, trop pierrees, trop pentues, trop arides, soit 3,5 milliards d'hectares de surface agricole utile, sur les 4,5 milliards que contient le globe !

**L'élevage est un moyen de capitaliser**<sup>1</sup> : un « capital sur pattes » permettant de thésauriser progressivement (par ex., 10 poulets pour 1 chèvre, 10 chèvres pour 1 bovin...) et ainsi pour certaines populations de s'extraire de situations de grande pauvreté. Grâce à sa plasticité, il est dans le même temps une épargne de précaution, en mobilisant le capital accumulé en cas de besoin ou de crise. Il devient alors une source précieuse de résilience économique, de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour nombre de populations. Véritable tirelire, il permet d'assurer les besoins de trésorerie quand, comme dans le cas du lait, il procure des revenus réguliers.

**L'élevage est multifonctionnel** : il produit des denrées alimentaires très riches en protéines (lait, œufs, viande) et non alimentaires (cuir, poil, laine) ; il contribue via ses déjections à la fumure et la fertilité des sols (fumier voire compost) ; ces matières organiques peuvent être utilisées pour la production d'énergie grâce à des unités de méthanisation (biodigester), pour proposer une alternative aux énergies actuellement utilisées (notamment le bois pour la cuisine) et lutter contre la déforestation. Enfin, dans de très nombreux pays, il est encore utilisé et nécessaire pour la traction animale afin de préparer les champs ou semer, améliorer la productivité du travail agricole mais aussi le transport associé à des charrettes, pour écouler des produits sur les marchés ou simplement transférer de la matière organique (fumier ou compost). En facilitant le travail du sol et les transports, les animaux de trait permettent de réduire la pénibilité du travail humain et d'alléger la pauvreté.

**L'élevage est intimement lié à l'agriculture et complémentaire de cette activité**, notamment pour la consommation par les animaux, de produits agricoles produits pour leur usage ou de sous-produits de l'alimentation destinée aux hommes. L'agriculture permet d'assurer aux élevages des ressources fourragères en saison sèche pour les ruminants, une complémentation azotée des rations, une alimentation des volailles... Inversement, l'élevage



© Frédéric Apollin / AVSF

permet d'assurer aux cultures des apports de fumure organique, de faciliter le travail par l'introduction de la traction animale, ou de transporter les produits aux marchés. **L'élevage est de ce fait indispensable pour favoriser les transitions agroécologiques des systèmes agricoles et des territoires.**

**On l'évoque trop peu mais l'élevage (notamment des ruminants et des porcs) est absolument nécessaire pour transformer et utiliser la cellulose qui représente une large part de la biomasse produite par la photosynthèse.** Or cette dernière n'est pas digérée par l'Homme qui ne dispose pas d'enzymes idoines, et constitue l'essentiel des fibres alimentaires insolubles. Seule une fermentation microbienne permet de dégrader la cellulose et d'obtenir des glucides assimilables pour l'Homme. Les bactéries actives se rencontrent dans le rumen (ruminants), le caecum (porc, cheval, lapin...), la panse rectale des termites ou dans les sols. Il n'est ainsi pas possible de dégrader la cellulose en dehors de l'élevage (ruminant, porc, lapin) sauf à domestiquer les termites (cellulase) ou à enfouir la biomasse produite. A défaut, le feu la consumera (incendies, feux de brousse). Ce n'est peut-être pas un hasard si beaucoup de communautés paysannes ont sacralisé les termites : en Afrique de l'Ouest, en milieu bambara, les détruire est un sacrilège.

**Enfin, l'élevage a toujours une fonction de prestige dans de nombreuses sociétés rurales** à l'image des ethnies nobles d'éleveurs : Touareg, Peul, Masai, Tutsi, par le nombre de têtes de bétail détenu. Il reste aujourd'hui associé à de nombreux événements familiaux (sacrifice lors d'un décès ou d'une circoncision, constitution d'une dot lors d'un mariage, etc.), culturels ou religieux (Pâques, Tabaski, etc.). Et dans la plupart des élevages de par le monde, du Cantal au Beaufortain ou Pays Basque, jusqu'aux territoires pastoraux sahéliens, andins ou aux steppes de Mongolie, **l'élevage conduit à une relation particulière entre les animaux et les hommes et femmes qui les élèvent ; il est donc à la source d'identités culturelles particulières.**

<sup>1</sup> Capital et cheptel ont d'ailleurs la même étymologie « capitalis »



### 3. Plus que l'élevage, questionner les systèmes d'élevage et l'impact sur leur environnement

Les critiques dont l'élevage fait l'objet méritent d'être entendues : plusieurs des impacts ou risques ci-dessus mentionnés sont indéniables et confirmés par les faits et des analyses scientifiques. Mais les conclusions à en tirer ne sont pas si simples, à la lueur d'une part, des fonctions essentielles et irremplaçables que l'élevage remplit dans toutes nos sociétés et pour l'environnement, d'autre part, de l'analyse plus fine de certaines de ces critiques.

En matière de climat, la contribution de l'élevage à l'émission de gaz à effet est indéniable : 14% selon les dernières estimations scientifiques. Il s'agit en 1er lieu d'émissions de méthane, issues principalement de la fermentation entérique des aliments par les ruminants et la fermentation des déjections (fumiers et lisiers). A titre de comparaison, l'élevage en produit autant - mais pas plus - que la riziculture. L'élevage rejette également du protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) dont l'explosion provient de l'emploi trop important d'engrais azotés minéraux ou organiques sur les cultures destinées à l'alimentation animale. Enfin, 25 % de CO<sub>2</sub> sont liés aux changements d'affectation des terres, principalement la déforestation par extension des pâturages et exploitation du bois, et à l'utilisation d'énergies fossiles notamment pour les tracteurs. Si le méthane a un pouvoir de réchauffement 28 fois plus élevé que celui du CO<sub>2</sub>, le protoxyde d'azote est connu pour avoir un potentiel « réchauffant » 25 fois supérieur à celui du méthane et 300 fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub> lorsqu'il est libéré dans l'air, à masse équivalente. Et si le pouvoir réchauffant de ces trois gaz est très différent, ils ont aussi une durée de vie différente : de l'ordre d'une centaine d'année pour le CO<sub>2</sub>, 120 ans pour le N<sub>2</sub>O mais seulement 12 ans pour le méthane : si la diminution des émissions de méthane par l'élevage reste certes une priorité, les leviers d'action doivent être plus intenses sur le N<sub>2</sub>O d'abord puis sur le CO<sub>2</sub>.

Pour ce faire, **l'élevage doit donc questionner ses pratiques, mais quel élevage ? Car tout dépend en effet du type d'élevage...**

**Entre les parcs d'engraissement (feed-lot) d'Amérique du Nord, d'Australie, d'Argentine ou du Brésil aux dizaines de milliers d'animaux élevés de manière intensive et industrielle, des élevages français de 60 mères allaitantes élevées en pâture ou de volailles à l'air libre, des élevages laitiers paysans de 3 à 6 vaches du Sud Sénégal ou un troupeau pastoral conduit de manière extensive dans les écosystèmes sahéliens, tous n'ont naturellement pas le même impact climatique ni environnemental.**

Et rien n'est simple, car grâce à certains systèmes d'élevage, de nombreuses prairies et pâturages en Europe comme dans le monde, **jouent aussi un rôle majeur dans la captation et le stockage permanent de CO<sub>2</sub> dans le sol**, au-delà de leur fonction dans la régulation des cycles de l'eau, la qualité des paysages et la biodiversité. Or ces pâturages n'existeraient pas sans les ruminants, seuls capables de brouter et de transformer l'herbe en lait et viande. Dans les pays tempérés notamment, supprimer ces élevages reviendrait in fine à remplacer les prairies et pâturages par d'autres cultures et à libérer du carbone stocké, ou à laisser des paysages se refermer ...

Au milieu des années 2000, **une controverse s'est également développée sur la concurrence entre humains et animaux d'élevage pour la ressource en eau** : il faudrait « de 13000 à 15000 litres d'eau pour produire 1 kg de viande bovine ». Or ce chiffre mérite d'être relativisé car il s'agit d'eau « virtuelle » qui agrège le flux d'eau qui a traversé les végétaux dont se sont nourris les animaux,

leur eau de boisson et la quantité d'eau qui a servi à assurer leur entretien. Or que l'eau de pluie soit utilisée pour produire des céréales ou de l'herbe, que le terrain soit en friche ou couvert de forêt, cela ne changera rien au fait que cette eau va être évaporée par le sol et transpirée par les végétaux pour réintégrer l'atmosphère et poursuivre le cycle de l'eau, cette ressource remarquable, certes finie, mais totalement renouvelable. Et quelles conclusions tirer alors des différences notoires entre systèmes d'élevage : alors que la consommation d'eau « virtuelle » par kg de viande bovine varie de 26.100 L pour de l'élevage à l'herbe en Inde, à 3850 L pour de l'élevage industriel aux USA <sup>2</sup>, faudrait-il en conclure qu'il nous faut demain privilégier la viande des feed-lot américains et des élevages industriels, dont l'impact, ne serait-ce que sur le climat, est connu et décrié ? **En réalité, les Hommes, pas plus que les végétaux ou les animaux, ne consomment d'eau ;** certes ils la salissent, la polluent, mais ils la rendent toujours au milieu (ce qui n'est pas vrai d'autres ressources, le pétrole par exemple). Cette ressource ne s'épuise pas. Si elle est effectivement inégalement répartie dans le temps et l'espace et si la quantité disponible par habitant diminue avec l'accroissement de la population, c'est avant tout une ressource à partager et gérer.

Moins que la consommation d'eau, ce sont bien les modalités de partage et gestion de cette ressource en eau qui doivent être questionnées au crible des différents modèles d'élevage et des disparités d'accès à l'eau selon les régions et les territoires considérés.

**Le questionnement des modèles d'élevage est également nécessaire au regard des préoccupations de bientraitance animale :** rien de comparable naturellement entre un élevage industriel concentrationnaire de volailles en cage ou de porcs à l'attache, et un élevage à l'air libre ou en stabulation dans des parcs ou enclos respectant des règles d'espace, de nettoyage et de soins aux animaux.

**Car c'est bien l'industrialisation de l'élevage à des fins de pure rentabilité économique et capitaliste qui a conduit à des rapports irrespectueux avec les animaux.**

De tout temps et encore aujourd'hui, partout dans le monde, en France, en Europe comme dans les pays du sud, la plupart des paysans considèrent que les animaux ont une dignité. Ils n'ont naturellement pas intérêt à maltraiter leurs animaux : c'est grâce à eux qu'ils obtiennent des produits alimentaires et un revenu souvent vital, qu'ils peuvent se transporter ou travailler la terre dans bien des régions du monde encore aujourd'hui. Mais en corollaire, naturellement, encore faut-il que l'éleveur ne se trouve pas lui-même dans des situations de « mal être » social, économique ou alimentaire, pour être en mesure d'assurer cette bientraitance animale. Un préalable d'autant plus important dans les pays du Sud, lorsque des paysans et éleveurs se retrouvent eux-mêmes et leurs familles en situation de grande précarité sociale, sanitaire, et/ou de sous ou malnutrition.

En Europe, depuis le 19<sup>e</sup> siècle, la baisse régulière des prix des céréales sur les marchés nationaux et internationaux est une des causes de la croissance des élevages, unique alternative pour les paysans de continuer à valoriser leur production céréalière. Et telle qu'encre pratiquée de manière intensive dans certaines exploitations, outre son impact climatique, la culture des céréales pour l'alimentation animale cause encore aujourd'hui des ravages en matière de biodiversité. Or ce sont bien ces marchés concurrentiels et non rémunérateurs qui ont conduit certains éleveurs à devoir intensifier et industrialiser leurs élevages au point d'arriver à des pratiques non durables, aujourd'hui fortement critiquées.

<sup>2</sup> MM Mekonnen et AY Hoekstra, 2012: Global assessment of the water footprint of farm animal products, Ecosystems 15, 401-415

**Derrière les modèles d'élevage, c'est donc bien aussi le fonctionnement même de ces marchés internationaux – dont le prix des céréales payés aux producteurs - qui devrait être questionné.**

Enfin, en matière de consommation alimentaire, parce que nous sommes omnivores, notre alimentation doit normalement comporter des produits issus de l'élevage. Si les régimes ovo-lacto-végétariens peuvent être correctement équilibrés, il ne faut pas oublier qu'une vache ne produit du lait que si elle a mis bas, qu'une poule pondeuse est issue d'œufs fécondés dont la moitié donnera naissance à des volailles mâles. **Ces régimes ne peuvent donc faire l'économie de l'élevage**<sup>3</sup>. Si les produits animaux représentent une source importante de protéines dans notre alimentation, ils contribuent aussi à nos besoins énergétiques : en France, le tiers des calories disponibles provient ainsi de l'élevage (source FAOstat). Au Sud, on peut souligner les ravages provoqués par le kwashiorkor (maladie du « gros ventre ») chez de jeunes enfants de un à trois ans, lorsque sevrés très tôt de lait maternel, leur régime alimentaire n'est plus composé que de céréales. Aussi longtemps que ces enfants reçoivent de bonnes quantités de lait maternel, ils bénéficient d'ordinaire d'un apport protéique de bonne qualité nutritionnelle qui contient tous les acides aminés essentiels à la santé et à la croissance. Or c'est souvent parce que la mère s'aperçoit qu'elle est de nouveau enceinte qu'elle arrête l'allaitement.

Nul doute qu'en France, le poids pris par le débat sur la baisse de consommation de viande, largement relayé au niveau médiatique, éclipsé d'autres débats importants de santé publique liées par exemple, à la surconsommation de glucides (et de graisses végétales frites) et à ses impacts sur l'obésité et les maladies cardiovasculaires qu'elle génère, ou encore de sucre issu de la canne ou la production de betteraves, sans parler de la production d'alcool à partir de produits agricoles qui en plus des ravages sur la santé publique, provoque des dégâts sociaux considérables.

**Plutôt que d'incriminer le seul élevage ou la consommation de viande, il s'agit donc bien de repositionner ces questions dans un débat plus global sur l'amélioration de la consommation alimentaire des humains en reconnaissant le besoin d'une alimentation équilibrée, raisonnable en quantité dans ses différentes composantes (protéines animales mais également glucides et lipides, etc.) mais diversifiée, en comprenant une part raisonnable de protéines d'origine animale.**

Une récente enquête du Réseau Action Climat<sup>4</sup> (février 2021) précise que 96% des Français sont consommateurs de viande, mais la moitié d'entre eux a diminué sa consommation au cours des trois dernières années. Les raisons invoquées relèvent tant d'enjeux personnels (santé, économies) que de préoccupations sociétales (bien-être des animaux d'élevage, réduction de leur impact sur l'environnement). **La réduction de la consommation de viande s'accompagne ainsi d'un rééquilibrage de l'alimentation vers plus de qualité et non pas vers un autre type de consommation : production, de préférence locale, issue d'un élevage labellisé respectant le bien-être animal. Et dans ce domaine, au Nord comme au Sud, les élevages paysans ont donc toute leur place pour satisfaire ces critères.**

Au cœur de toutes ces critiques et de cette stigmatisation de « l'élevage », une question reste donc centrale partout dans le monde : **quels modèles d'élevage faut-il privilégier pour faire face aux défis alimentaires, climatiques et environnementaux, répondre à de fortes attentes sociétales mais aussi aux attentes et besoins sociaux, économiques et culturels des millions d'hommes et de femmes qui le pratiquent et en vivent ?**

<sup>3</sup> C'est ainsi que l'Inde est en 2019 le premier producteur mondial de lait (source MEAE) et, de ce fait, devenu le troisième exportateur mondial de viande bovine, derrière le Brésil et l'Australie.

<sup>4</sup> Moins et mieux : un élevage et une consommation de produits animaux respectueux de la planète, Réseau Action Climat France, février 2021

## 4. Des élevages paysans qui résistent aux critiques par les faits

**Depuis sa création et jusqu'à aujourd'hui, en cohérence avec sa mission, AVSF ne promeut donc pas toutes les formes d'élevage et s'attache à valoriser, développer et améliorer les performances des « élevages paysans » : un choix de fait car ce sont ces modèles d'élevage que pratique et qui fait vivre la grande majorité des paysans du monde, et un choix aujourd'hui d'autant plus pertinent et performant au regard des enjeux auxquels ils doivent répondre.**

Ces élevages paysans présentent tous des caractéristiques communes :

→ **Ancrés dans un territoire**, adaptés à ce territoire et fondés sur une proximité et un pacte de confiance entre producteurs et consommateurs à propos de la qualité des produits et des manières de produire ;

→ **Valorisant au mieux les ressources locales** : herbe et eau en milieu pastoral, et en particulier les productions agricoles dans les systèmes de polyculture-élevage, via le recyclage par les animaux des résidus de l'alimentation humaine, le recours à des aliments produits localement pour limiter la consommation énergétique et l'empreinte climatique liée aux transports et la valorisation des résidus d'élevage pour la production agricole. Cela signifie que les aliments du bétail ne soient autant que possible pas en concurrence avec l'alimentation humaine, et que productions végétales et animales se complètent pour entretenir la fertilité des sols, assurer les rotations de cultures essentielles à cette fertilité, en évitant les pollutions et en minimisant le besoin d'usage des sols.

→ **Minimisant au maximum le recours à des intrants externes** dangereux pour la santé humaine et environnementale (antibiotiques et autres médicaments, engrais, pesticides) ;

→ **Solidaires et respectueux d'un « intérêt partagé » avec l'animal**. Ceci implique une bientraitance des animaux par respect pour ce que l'Homme reçoit de l'animal en termes de production, de force de travail (traction), de fumure ..., et par respect pour la nature et le vivant.

→ **Adaptés aux ressources locales disponibles et reposant sur des productions diversifiées**, en particulier en système de polyculture-élevage, pour garantir aux éleveurs des conditions de vie décentes et respectables, (y compris lors d'aléas), et la mise en œuvre de projets familiaux correspondant à leurs aspirations.

**Compte tenu de ses caractéristiques et notamment lorsqu'il est accompagné de soutiens politiques adaptés, l'élevage paysan, qu'il soit sédentaire ou transhumant, pastoral ou non, peut, tant dans les pays du Nord que du Sud, se prévaloir de sa modernité pour répondre aux défis et aux attentes de nos sociétés et contribuer ainsi à l'intérêt général :**

→ **Être cohérent sur le plan climatique et environnemental** notamment en termes de limitation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de la pollution des eaux et des sols mais également en contribuant à réaliser des économies en énergies fossiles, du fait du mode d'utilisation des animaux sur l'exploitation pour améliorer la productivité du travail et la fertilisation des sols (labour, transports, fumure organique...), ainsi que via la commercialisation le plus souvent locale des produits issus des élevages.



© Frédéric Apollin / AVSF

→ **Permettre et faciliter les transitions agroécologiques des systèmes de production**, y compris agricoles, grâce à une meilleure intégration et valorisation réciproque des activités d'agriculture et d'élevage : apport de ressources fourragères, complémentation azotée des rations, alimentation des volailles... versus fumure organique, force de travail et transport.

→ **Être résilient d'un point de vue économique**, car intégré à la polyculture, associant parfois diverses espèces et/ou valorisant nombre de produits diversifiés et sous-produits des animaux, il contribue à la diversification des productions des exploitations paysannes et améliore l'adaptabilité des familles aux modifications de l'environnement de la production.

→ **Être résilient en cas d'apparition d'une épizootie**, d'un événement climatique extrême ou encore d'aléas critiques sur les marchés, car étant plus diversifié, plus autonome et le plus souvent moins intensifié – au sens concentrationnaire et dépendants de filières très intégrées<sup>5</sup> - que d'autres types d'élevages.

→ **S'inscrire dans et contribuer à l'évolution des normes culturelles définissant la place de l'animal et les relations entre humains et animaux, propres à chaque culture et société** ; la tendance actuelle dans les pays du Nord par exemple accorde une part croissante à l'animal et à la bienveillance animale dans le mode de production. Cette bienveillance ne peut alors être assurée que si l'éleveur lui-même ne se trouve pas dans une situation de « mal être » social, économique ou alimentaire, lié par exemple à des faibles performances zootechniques, des contraintes sanitaires fortes et des relations commerciales inéquitables.

<sup>5</sup> Les épizooties de grippe aviaire sont liées notamment aux modes d'élevages concentrés et soumis aux organisations industrielles (covois centralisés, ateliers d'engraissement de poulets et de canards distants, spécialisation extrême des unités de production)

Si leurs performances sont déjà remarquables, **ces systèmes d'élevage sont par ailleurs loin d'être figés. Ils détiennent toujours un réel potentiel d'évolution et d'intensification agroécologique** pour renforcer leurs performances, leur productivité mais aussi leur résilience face aux aléas climatiques, sanitaires et des marchés, dans le respect de l'environnement, des animaux et de la santé des Hommes. Mais pour y parvenir, encore faut-il que l'environnement politique, réglementaire et financier le leur permette !

## 5. Pour des politiques publiques incitatives en faveur des élevages paysans

En Europe, les politiques publiques après la seconde guerre mondiale ont orienté l'élevage vers un modèle productiviste à forte concentration en capital et à forte consommation d'intrants [énergie, aliments, engrais, pesticides, médicaments]<sup>6</sup>. En France, les lois sur l'élevage de 1966 ont été des accélérateurs de l'intensification de l'élevage et de la sélection. Ceci a conduit à diminuer fortement le nombre des éleveurs en sélectionnant ceux qui ont eu la capacité de s'adapter aux « modes de production modernes ». La PAC, depuis 1992 notamment, en visant la suppression des mécanismes de protection des marchés, a accéléré « l'industrialisation » de la production (OGM maïs et soja, généralisation du glyphosate et des semences sélectionnées pour une dépendance accrue aux intrants de synthèse) et a permis de rendre les produits d'origine animale très accessibles pour les consommateurs, sans qu'ils ne puissent percevoir l'ensemble des perturbations qui ont été rendues nécessaires pour atteindre cet objectif. **Cette politique de développement de l'élevage a contribué dans un premier temps à résorber les excédents céréaliers<sup>7</sup> et à industrialiser encore plus les productions céréalières, ce qui alimente en retour la demande en céréales par le développement de l'élevage. Une spirale infernale !**

<sup>6</sup> En France, une quantité de lait identique à celle produite en 1984 est produite avec moitié moins de vaches laitières et celles-ci sont concentrées de façon grandissante dans l'Ouest et un peu en zone de montagne pour les AOC.

<sup>7</sup> Les industries d'aliment du bétail en Europe et dans les pays riches sont les premiers clients en volume des céréaliers.

Par ailleurs, la gestion des excédents de production a toujours été conçue dans les pays du Nord en misant sur une possible exportation vers les pays du Sud. **Les politiques de développement et commerciales ont pour conséquence de déverser régulièrement les excédents des pays du Nord (par exemple, poudre de lait réengraissée ou bas morceaux de volaille) dans les pays du Sud, déstructurant les filières locales de production ou freinant leur développement.**

Ces modes de production et d'organisation des marchés déstabilisent les élevages des Suds par une mise en concurrence des diverses paysanneries d'une part, et par la fabrication d'un modèle qui tend encore aujourd'hui à s'imposer aux Suds d'autre part, alors qu'ils sont rarement adaptés aux contraintes locales, mais qui restent pour certains le symbole d'une « modernité », pourtant aujourd'hui largement remise en cause par les perturbations qu'ils entraînent. In fine, ils ne font que contribuer à discréditer toujours et encore l'élevage...

Dans de nombreux pays du Sud, la cohabitation de différents systèmes agricoles et d'élevage est un fait : au Sénégal par exemple, l'élevage industriel associé à des investisseurs privés, côtoie des systèmes villageois et familiaux de polyculture-élevage en zone rurale. L'élevage familial intensif cohabite, souvent dans le même village, avec l'élevage familial extensif ou l'élevage pastoral. Les États sont souvent tiraillés et font coexister différents modèles au gré des pressions et lobbying des différents secteurs, dont les organisations paysannes elles-mêmes. **Et quand bien même certains États font leur des politiques publiques en faveur de la production nationale, majoritairement paysanne, ils sont le plus souvent confrontés au défi majeur de l'alimentation des villes, en particulier de grands pôles urbains en très forte et rapide croissance avec des populations à bas revenus.** Or face à leurs propres déficiences pour assurer un accès équitable aux ressources, aux services, aux soins vétérinaires, aux marchés ou encore au financement que requièrent les paysans et éleveurs, ces mêmes États constatent que leurs élevages paysans ne parviennent pas encore à répondre quantitativement à tous ces besoins, ni à concurrencer les importations du Nord, vendues à coup de dumping. Ils compensent alors avec de nécessaires importations et soutiennent des modes d'élevage concentrés, qui sont pourtant aujourd'hui les plus décriés pour leurs très mauvaises performances sociales ou environnementales.

**Par des politiques publiques ambitieuses, des mesures incitatives et des services publics décentralisés ad-hoc, il s'agit donc bien de créer les conditions optimales et d'agir pour que ces systèmes paysans, en pleine capacité d'évoluer, puissent exprimer tous leurs potentiels et bénéficier aussi des opportunités de marché existantes au niveau local.**

L'action politique est ainsi fondamentale pour un cadre réglementaire clair qui protège tous les éleveurs, sans léser les éleveurs familiaux dont les performances actuelles et futures sont indéniabiles. Elle est une condition du maintien de la justice et de l'équité sociale.

Il convient donc bien de questionner avec l'ensemble des acteurs (paysans, techniciens, agronomes vétérinaires mais également, pouvoirs publics et politiques), l'ensemble des cadres politiques, législatifs et réglementaires et d'en concevoir de nouveaux pour **promouvoir ou mettre en œuvre les élevages paysans que nous souhaitons demain.** Ainsi :

**1. La spécialisation des « races » doit être revue afin de lutter contre l'érosion des ressources génétiques dans le domaine animal.**

**2. Les critères zootechniques** doivent tenir compte de la rusticité des populations d'animaux, de l'adaptabilité aux conditions difficiles, notamment des sécheresses et phénomènes extrêmes de plus en plus fréquents, de la diversité des fonctions et des

services rendus par les animaux, d'une meilleure valorisation des ressources alimentaires disponibles pour limiter le recours à des aliments ou intrants exogènes.

**3. Les politiques d'appui et règles commerciales doivent favoriser le développement de filières durables permettant une rémunération juste et équitable et des conditions de vie décentes pour celles et ceux qui vivent de l'élevage,** ainsi que des prix facilitant l'accès des consommateurs à des produits sains.

**4. Lorsqu'ils n'existent pas ou plus, des services publics d'appui à l'élevage doivent être réinstallés et des programmes ad-hoc financés** pour de l'assistance technique à la transition et l'intensification agroécologique des systèmes d'élevage (gestion durable du foncier, des parcours et des pâturages, services d'expérimentation, de formation et de conseil, etc.) et la fourniture de biens et services adaptés dont la formation et l'installation d'auxiliaires communautaires de santé animale, articulés aux systèmes de santé publique et humaine nationale et aux vétérinaires privés.

**5. Les politiques d'aménagement du territoire et de soutien sectoriel doivent faciliter la réinstallation de l'élevage là où il a disparu,** afin de limiter la dépendance des systèmes agricoles aux énergies fossiles et intrants de synthèse (engrais, pesticides), et favoriser leur transition agroécologique.

**6. Le retour à des filières valorisant l'ensemble des animaux et de leurs produits (filières laines, plumes, soies, cuirs...) doit être encouragé.** Celles-ci sont autant d'alternatives à l'usage des produits d'origine fossile et d'opportunités de relocalisation de certaines productions, y compris industrielles, donc de création de revenus et d'emplois sur les territoires.

**7. Les critères d'éligibilité aux soutiens publics,** lorsqu'ils existent, doivent être redéfinis et réservés en priorité à la production de biens publics et à la contribution de l'élevage au développement durable, en soutenant notamment des projets de transition agroécologique des systèmes d'élevage et agricoles, respectueux de l'environnement, des animaux et de la santé des Hommes.







# Des recommandations pour promouvoir et consolider les élevages paysans

## → À l'attention des pouvoirs publics français et européens :

- Défendre la renégociation des accords de libre-échange entre l'Union européenne et d'autres régions du monde (et notamment les accords de partenariats économiques) qui pénalisent les filières d'élevage du Sud et les producteurs paysans, pour assurer le respect de normes sociales, sanitaires et environnementales.
- Par exemple, les exportations de poudre de « lait réengraissé » n'ont été possibles qu'après que les contribuables européens aient payé la déshydratation du lait, son écrémage ayant déjà assuré la marge des industriels européens. L'addition d'huile de palme à cette poudre fabrique un produit vendu comme du « lait » alors que c'est en réalité de l'huile de palme fort bien valorisée et en concurrence avec les produits laitiers des paysans du sud.
- Substituer l'actuel mécanisme d'aides découplées de la Politique Agricole Commune (PAC) par des subventions conçues en fonction d'objectifs de transition agroécologique de l'agriculture. Les aides actuelles sont en effet très peu dépendantes des modes de production et entraînent une intensification en capital et en intrants. Dans les faits, les aides directes ne sont pas des aides à la production mais bien plus aux moyens de production et donc à la capitalisation. L'origine de ce dispositif réside dans la vision européenne d'une « agriculture exportatrice », qui jusqu'à présent s'est faite dans des conditions écologiquement peu durables et socialement destructrices.
- Développer des programmes d'appui et des financements visant à renforcer durablement les systèmes d'élevage paysans au Nord comme au Sud : orientation des aides à l'élevage sur ce type de modèle, gestion collective du foncier, des parcours et des pâturages, services adaptés d'expérimentation, de formation et de conseil, fourniture de biens et services (y compris santé animale) adaptés en amont et en aval de la production...
- Développer des programmes d'appui et des financements visant à la mise en œuvre tant au Nord qu'au Sud, d'actions « Une Seule Santé » (One Health / Ecohealth) en soutien à des programmes d'appui aux systèmes d'élevage paysans.
- Promouvoir les produits locaux issus de l'élevage paysan pour la consommation nationale via de la sensibilisation grand-public sur les bienfaits de ce type d'élevages et leurs performances socio-économiques, environnementales, sur la santé humaine et la bientraitance animale, et promouvoir des démarches de labellisation d'origine (étiquetage / labels origine pays, labels produits paysans et/ou agroécologiques, etc.).

## → À l'attention des pouvoirs publics des États du Sud :

- Développer des politiques publiques de soutien à l'élevage paysan qui reconnaissent l'importance de ces modèles tant pour le développement et la durabilité des systèmes d'élevage que pour répondre aux défis alimentaires, environnementaux, sanitaires et de lutte contre la pauvreté dans les zones rurales.
- Se protéger raisonnablement des importations de produits et sous-produits de l'élevage afin de pas nuire au développement de filières locales.
- Mieux encadrer, réglementer et contrôler les filières d'élevage dites parfois « modernes », intensives ou industrielles, en particulier en termes d'impact sur l'environnement, de bien-être animal, enfin de concurrence déloyale avec les modes d'élevages paysans, en particulier pour l'accès aux ressources.
- Favoriser et soutenir les politiques, y compris locales, de développement territorial incluant :
  - le soutien à l'investissement pour des unités locales de transformation respectant des règles de qualité et d'hygiène et favorisant la création d'emplois locaux,
  - la mise à disposition pérenne de matériel pour l'abattage, une transformation locale fermière de qualité, le stockage et l'acheminement aux marchés locaux, etc.,
  - la mise à disposition ou le soutien à l'installation de services adaptés aux éleveurs paysans et leurs organisations : assistance technique à l'intensification agroécologique des systèmes d'élevage (gestion durable du foncier, des parcours et des pâturages, services d'expérimentation, de formation et de conseil, etc.), formation et installation d'auxiliaires communautaires de santé animale, articulés aux systèmes de santé publique et humaine nationale et aux vétérinaires privés.
- Orienter, chaque fois cela est possible et notamment en matière de respect de standards requis de qualité et d'hygiène, les achats publics vers des produits d'origine animale locaux conformes aux principes agroécologiques, issus des organisations d'éleveurs, notamment dans la restauration collective et scolaire, via la construction volontariste de procédures d'approvisionnement et de cahiers des charges adaptés.
- Promouvoir les produits locaux issus de l'élevage paysan pour la consommation intérieure, via de la sensibilisation grand-public et des démarches de labellisation d'origine (étiquetage, labels produits paysans et/ou agroécologiques, etc.).
- Reconnaître et protéger les droits fonciers coutumiers, ainsi que les règles et normes traditionnelles de gestion des pâturages. Les communautés pastorales devraient être en mesure d'officialiser leurs droits fonciers coutumiers.
- Soutenir les services adaptés à la mobilité des éleveurs et renforcer l'implication des pasteurs dans l'élaboration des politiques publiques.

## → À l'attention des organisations internationales :

- Promouvoir et soutenir les systèmes d'élevage paysan et contribuer à rendre visibles les bienfaits et performances de ce type d'élevages et leurs performances socio-économiques, environnementales, sur la santé humaine et la bien-être animale et inciter à une transition des systèmes d'élevage les moins durables vers des systèmes agroécologiques.
- Reconnaître, protéger et soutenir les systèmes pastoraux et leurs stratégies de mobilité, en tant que moyen d'existence et de gestion durable des ressources et des écosystèmes.
- Faciliter l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de celui-ci dans les systèmes agricoles, conformément à l'Accord de Paris, en apportant un soutien particulier aux systèmes d'élevage paysans, dont les systèmes pastoraux.
- Promouvoir et mettre en valeur au niveau international, le rôle des systèmes d'élevage herbager dans la fourniture de services écosystémiques, notamment la rétention de carbone, la fourniture d'azote symbiotique en améliorant la gestion durable de la diversité biologique, des sols et des ressources hydriques.
- Développer et/ou susciter la mise en œuvre de programmes d'appui et des financements visant à renforcer durablement les systèmes d'élevage paysans au Nord comme au Sud.
- Encourager les politiques, programmes et financements pour renforcer l'intégration de l'agriculture et de l'élevage dans le cadre de la promotion de l'agroécologie, afin de satisfaire les besoins en intrants et énergie dans des conditions durables, notamment par l'utilisation de la force motrice animale et l'utilisation des effluents d'élevage comme engrais.
- Encourager les politiques, programmes et financements pour l'installation de dispositifs pérennes de santé de proximité dans les élevages paysans, et la mise en œuvre opérationnelle d'actions « Une Seule Santé » [One Health / Ecohealth] en cohérence et soutien à ces élevages.

## → À l'attention des organisations de consommateurs et de producteurs :

- Promouvoir dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud, une production et une consommation responsables et durables de produits d'origine animale issus de modèles d'élevage paysan, et lorsque pertinent, par le développement de filières courtes.
- Repositionner le débat sur la diminution de consommation de viande dans un débat plus global sur l'amélioration de la consommation alimentaire des humains en reconnaissant le besoin d'une alimentation équilibrée, raisonnable en quantité dans ses différentes composantes (protéines animales mais également glucides et lipides, etc.) mais diversifiée, en comprenant une part raisonnable de protéines d'origine animale.
- Reconnaître et promouvoir auprès des consommateurs, les actions conduites par les éleveurs pour améliorer les conditions de vie, mais aussi d'abattage des animaux d'élevage.
- Sensibiliser les consommateurs et acteurs des territoires (politiques, éducatifs, etc.) sur la pertinence, les performances et les fonctions des élevages paysans, mais aussi leur résilience face aux aléas climatiques sanitaires et des marchés, dans le respect de l'environnement, des animaux et de la santé des Hommes, à l'heure de questionnements et critiques fortes et de débats clivants, car parfois posés dans une perspective incomplète.





# Quelques références

## PROJET EGA EGGA

### → Pastoralisme et lutte contre la désertification au Nord Sénégal

Restauration de l'écosystème pastoral des terroirs du Ferlo et appui à l'adaptation aux aléas climatiques de 2 000 familles d'agropasteurs : plan concerté d'aménagement, hydraulique pastorale, système d'alerte précoce, régénération de végétation, promotion du biogaz et d'activités génératrices de revenus.

## PROJET CACHEMIRE DURABLE

### → Un système de production intégré de cachemire durable en Mongolie

Appui à la production et à la valorisation du cachemire dans des conditions respectueuses de l'environnement, par 110 groupements d'éleveurs nomades (4 500 familles) de 7 soums de la province de Bayankhongor.

## PROJET ONE HEALTH

### → Santé animale et santé publique au Cambodge

Mise en place de mesures de prévention sanitaires et médicales en vue de protéger la santé humaine et animale dans 7 villages de la province de Prey Veng, regroupant 1 000 familles.

## PROJET LETAGOGO

### → Une filière lait local en Haïti

Soutien à la production laitière de plus de 100 petits éleveurs sur le Plateau central haïtien et à la bonne gouvernance et gestion économique d'une mini-laiterie qui approvisionne petites boutiques et écoles, dans le cadre du Programme National des Cantines Scolaires.

## PROJET ÉLEVAGE TOMBOUCTOU

### → Élevage et santé animale à Tombouctou au Mali

Appui à 40 organisations agropastorales et 400 familles productrices de bourgou, formation de 50 éleveurs relais pour un service vétérinaire de base, mise en place d'équipes mobiles de santé mixte humaine et animale et participation à la couverture vaccinale des ruminants en zone pastorale.

## PROJET NGALU REWBÉ

### → Soutien aux femmes éleveuses dans la région de Matam au Sénégal

Soutien à l'émancipation de plus de 200 femmes vulnérables par le développement d'activités d'embouche ovine et de formation professionnelle dans la région de Matam.

## PROJET LAIT VÉLINGARA

### → Production laitière paysanne au Sud Sénégal

Renforcement des capacités de 1 000 éleveurs et éleveuses de Vélingara dans la production et la commercialisation du lait, et des capacités de transformation de 5 petites laiteries.

## Retrouvez tous les projets d'AVSF

► [www.avsf.org/fr/pays\\_de\\_cooperation](http://www.avsf.org/fr/pays_de_cooperation)

# Ressources bibliographiques

« Manuel de renforcement des capacités des Unités Pastorales au Sénégal », Balde Moussa, Barthelon Sophie, Bocar Sow, Mason Stefano, AVSF, 2020.

« Guide de mise en œuvre et d'animation des unités pastorales au Sénégal », Abdou Aziz Thioune, Balde Moussa, Barthelon Sophie, Mason Stefano, AVSF, 2020.

« Les expériences innovantes d'AVSF : Un système pastoral d'alerte au Sénégal », Badji Seydou, AVSF, 2020.

« Mise en œuvre du concept One Health dans les pays du Sud : policy brief de VSF-International », Gomarasca Margherita, Miller Manuelle & al, AVSF-VSF-Int, 2020.

« Des performances et modalités de cohabitation des systèmes d'élevage au Sénégal et Sahel », Balde Moussa, Collin Philippe, Frédéric Apollin, Rebelle Bruno, Sene Abdoulaye, AVSF, 2018.

« Les actions innovantes d'AVSF : Santé animale et groupements de défense sanitaire en Mongolie - Une évaluation ex-post », Dufour Barbara, AVSF, 2019.

« Agents communautaires de santé animale (ACSA) : des gardiens de services de santé animale de proximité et de qualité dans les pays du Sud », Gomarasca Margherita, Petit Hervé, Van Troos Koen, AVSF - VSF-International, 2019.

« De l'urgence au développement : renforcer la résilience par des interventions basées sur l'élevage », Bönig Constanze, Gomarasca Margherita, Heine Cornelia, Mason Stefano, VSF-Germany, AVSF, VSF-International, 2018.

« Les expériences innovantes d'AVSF : Aviculture villageoise et santé animale de proximité au Togo », Lhoste Philippe, Mason Stefano, AVSF, 2016.

« AVSF sur les sentiers du lait local au Sénégal : un regard rétrospectif sur 18 années d'expériences en Haute Casamance », Balde Moussa, Dia Djibi, AVSF 2015.

« Les expériences innovantes d'AVSF : Des unités de méthanisation au Mali », Chapon Marc Roesch Katia, AVSF, 2014.

« Les expériences innovantes d'AVSF : Petit élevage dans les montagnes du Nord Vietnam », Hoang Hai Hoa, Petit Hervé, AVSF, 2014.

« Développement de l'aviculture villageoise en Afrique de l'Ouest », Beauval Valentin Billaz René, AVSF, 2011.

« Dispositifs de santé animale de proximité et de qualité : les enseignements de l'expérience d'AVSF », Isabelle Tourette-Diop & al, AVSF, 2010.

## Retrouvez toutes les publications d'AVSF

► sur [www.avsf.org/fr/nouveautes](http://www.avsf.org/fr/nouveautes)



**Siège**

**14 avenue Berthelot  
(bâtiment F bis)  
69007 Lyon - France  
Tél. +33 (0)4 78 69 79 59**

**Antenne**

**45 bis avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex - France**

**[www.avsf.org](http://www.avsf.org)**

Association française de solidarité internationale, Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières agit depuis plus de 40 ans avec les communautés et organisations paysannes des pays en développement pour résoudre la question alimentaire.

L'association met à leur service les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale : aide technique, financière, formation, accès aux marchés...

Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières mène plus de 60 programmes de coopération dans 20 pays d'Amérique Centrale et du Sud, d'Asie et d'Afrique, au côté des sociétés paysannes pour lesquelles l'activité agricole et d'élevage reste un élément fondamental de sécurisation alimentaire et de développement économique et social.

AVSF est reconnue d'utilité publique en France.

*Rédaction collective sous la coordination de :*  
Barbara Dufour

Avec les contributions de Frédéric Apollin, Bénédicte Boigne, Patrick Caron, Christophe Chauveau, Philippe Collin, Olivier Faugère, Barbara Guittard, Dominique Lebreton, Stefano Mason, Carline Mainenti, Manuelle Miller, Sabine Patricot, Hervé Petit, Xavier Plaetevoet, Jean-Michel Thomas.